

La transition écologique

- Instaurer une fiscalité juste (pour favoriser la transition écologique) : avantages fiscaux ;
 - Service public affecté à la rénovation énergétique ;
 - Donner la possibilité à tous de se déplacer plus proprement (transports publics notamment) ;
 - Alimentation saine ;
 - Développer les énergies renouvelables ;
 - Mettre fin aux cadeaux faits aux grandes entreprises.
-
-

Mouvement contre les pesticides.

Idée :

Que la mairie mette une ou deux personnes à disposition pour le bilan énergétique des maisons de Cucuron.

Transition écologique : on bute sur le financement.

Il faut donc y mettre les moyens.

Actuellement, mettre des taxes supplémentaires ce n'est pas la solution.

Demander aux gouvernements la mise en place d'un Pacte climat.

On va dans le mur même avec l'accord de Paris.

Aspects financiers :

- La Banque Centrale Européenne a créé 2 500 mds d'euros pour sauver la situation financière (planche à billets) ;
- 89 % sont entre les mains des banques et servent la spéculation financière ;

- Seuls 11 % servent à faire fonctionner l'économie ;
 - Il faudrait que la BCE devienne la banque de la Transition écologique ;
 - Cette masse (les 89 %) devrait être mise à la disposition de la transition énergétique :
 - Si distribution de 2 % du PIB au niveau de chaque pays, cela donnerait 45 mds d'euros pour la France ;
 - Problème des taxes sur les bénéfices des sociétés en baisse en euros. Objectif : augmentation de 5 % en faveur de la transition écologique ce qui représenterait 100 mds d'euros par an.
-
-

Nous mettons beaucoup d'argent en faveur de l'écologie alors que d'autres pays plus pollueurs ne le font pas.

À eux à agir pour l'écologie.

Principe : que le pollueur paie (bateaux, avions, industriels qui produisent...).

Mais il faut que ce soit juste et que ce soit accompagné.

Problème des emballages (matières plastiques, aluminium...).

Compenser pour les territoires ruraux les avantages qu'ont les citoyens qui profitent des transports urbains.

Réagir en amont (par exemple bâtiments sociaux réalisés par l'État avec recherche de la performance énergétique) ainsi qu'en aval.

Mais c'est nous qui achetons au Pakistan et à d'autres pays !

Le consommateur a le pouvoir et nous agissons en irresponsables :

- Nombre de véhicules par foyer... toujours en progression !
- Gens qui sont seuls dans une voiture.
- Tri sélectif des déchets.

- De préférence acheter « local ».
 - Acheter « bio » afin d'éviter l'utilisation de pesticides.
-
-

Comment on va y arriver :

- Éduquer les gens : par exemple, les jours de marché mettre en place un stand d'information.
 - Éduquer les jeunes.
-
-

Dans les années 90 on a appris le tri dans les écoles.

Apprenons et organisons-nous par nous-mêmes (recherches sur internet...).

Le bio se développe parce que ce sont les consommateurs qui l'imposent et non la distribution et les producteurs.

Pour les économies d'énergie, cela ne s'est pas encore passé : les constructions se font comme il y a 60 ans.

Aujourd'hui, EDF nous pousse à faire des économies alors que dans le passé, ils nous poussaient à consommer de l'énergie.

Les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités en montrant qu'on peut faire autrement et en y mettant les moyens.

Le Parc (PNRL), l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) : trop de réglementations !

Nous sommes dans la contradiction.

Il faut prendre conscience des choses progressivement et... ne pas être trop pessimistes.

A Cucuron :

Déchets :

- Manque de conteneurs à cartons ;
- Nettoyer les abords.

Obliger les publicitaires à parler du recyclage et voter des lois pour ça.

- Spéculation immobilière qui se développe.
 - Des agriculteurs qui vont cesser leur activité (fin de carrière) sans successeurs.
 - Il faut aller vers des systèmes agro-écologiques.
 - Lors de grèves des transports, nous constatons qu'il n'y a que trois jours d'autonomie alimentaire dans la Grande Distribution.
 - Notre système est trop dépendant de la mondialisation.
 - Les agriculteurs ne gagnent rien.
 - Des maladies professionnelles liées à l'exposition aux pesticides.
 - On arrive au bout d'un système qui ne change pas assez vite.
 - Il faut que les pouvoirs publics favorisent l'évolution.
 - En France 90 % des nappes phréatiques sont polluées par les pesticides d'où une incidence sur la qualité et le prix de l'eau.
-
-

Les lycées agricoles doivent éduquer les futurs agriculteurs.

Une proposition pour Cucuron : installer un grand compost.

Payer la TEOM au poids.
